

UNE FOIS N'EST PAS COUTUME... L'AFRIQUE UNANIME : LE NORD N'EST PLUS CE QU'IL ÉTAIT

Alioune Sall et Rimteta Ranguébaye

Armand Colin | *Revue internationale et stratégique*

2012/2 - n° 86
pages 87 à 96

ISSN 1287-1672

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2012-2-page-87.htm>

Pour citer cet article :

Sall Alioune et Ranguébaye Rimteta, « Une fois n'est pas coutume... l'Afrique unanime : le Nord n'est plus ce qu'il était »,
Revue internationale et stratégique, 2012/2 n° 86, p. 87-96. DOI : 10.3917/ris.086.0087

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Une fois n'est pas coutume... l'Afrique unanime : le Nord n'est plus ce qu'il était

Alioune Sall

Sociologue et directeur exécutif
de l'Institut des futurs africains (Pretoria)

Rimteta Ranguébaye

Statisticien et économiste

La crise économique actuelle constitue une problématique face à laquelle les lignes de partage et autres clivages habituels semblent s'effacer pour céder la place à une belle unanimité, qu'on pourrait résumer d'une phrase : le Nord est en déclin.

Associée à cette idée, il en est une autre qui prévaut : le Nord n'a pas de recette éprouvée, encore moins infaillible, pour juguler la crise. Il n'est plus, pense-t-on et dit-on, un centre d'excellence et de connaissances en matière de développement. Certains leaders africains le murmuraient déjà au début du siècle. C'était le cas des pères fondateurs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) qui, instruits et encouragés par l'émergence des pays du Sud, affirmaient que le binôme aide-endettement avait fait long feu et qu'il fallait lui substituer un « partenariat » gagnant-gagnant. Ce courant de pensée qui s'apparente à un désenchantement, voire un désamour à l'égard du Nord, allait donner naissance au BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) en 2009 qui s'élargira à l'Afrique du Sud et prendra alors le nom de BRICS en 2011. Ce sentiment a été conforté par la double débandade au cours de l'année 2011 qui apparaîtra aux futurs historiens de l'avenir comme l'*annus horribilis* de l'Europe.

Il y a d'abord eu « le Printemps arabe » qui a pris de court toutes les nations occidentales, singulièrement celles du bassin méditerranéen, et les a contraintes à ranger aux oubliettes le projet d'Union pour la Méditerranée (UPM). Il y a eu ensuite la violente récession dans les PIGS (acronyme, peu flatteur en anglais, qui désigne le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne) contraints de passer sous les fourches caudines des institutions financières internationales (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne notamment), comme de vulgaires pays africains, avec comme conséquences des changements de majorité et peut-être demain de régime politique.

Les Africains se rendent compte, plus que tout le monde, que l'ensemble euro-américain, ne peut pas se sauver lui-même car, malgré les plans de relance et les politiques d'austérité, la zone euro dans son ensemble va voir sa croissance chuter de 0,5 % en 2012. Pas plus qu'ils ne peuvent se sauver eux-mêmes, les pays du Nord n'ont pu sauver leurs alliés maghrébins emportés par « le Printemps arabe ».

Après cette double débâcle, les pays du Nord ont perdu de leur superbe. Ceci est particulièrement vrai pour l'Europe, séparée de l'Afrique par une quinzaine de kilomètres seulement. Il est peut-être trop tôt pour affirmer que rien ne sera plus comme avant dans les relations entre les deux continents, mais ce qui est certain, c'est que leurs rapports ne peuvent pas manquer de changer, et de façon importante, ne serait-ce que parce que les verrous psychologiques qui tétanisaient les Africains face à une Europe sûre d'elle et de son modèle économique, social,

*Les Africains se rendent compte,
plus que tout le monde, que
l'ensemble euro-américain,
ne peut pas se sauver lui-même*

politique, voire culturel, ont de fortes chances de sauter à la faveur de cette crise.

Certes, le capitalisme a connu des crises depuis qu'il s'est imposé comme système mondial au XIX^e siècle, après une longue période de gestation dont certains

font remonter les débuts au XI^e siècle. Mais jamais une crise n'avait réussi à ébranler les fondements du système autant que celle que connaît le monde depuis deux ou trois ans. En effet celle-ci n'est pas qu'économique, elle est financière, monétaire, bancaire. Mais elle est aussi sociale, politique et environnementale.

Il s'y ajoute que l'Afrique ne s'est jamais sentie aussi concernée, aussi interpellée qu'elle l'est aujourd'hui par la crise du capitalisme mondial. 1929 avait été une crise sévère mais l'Afrique n'était pas indépendante, n'existait pas comme sujet, ou n'était qu'appendice. 1973 avait aussi été une autre secousse mais c'était une crise pétrolière, de peu d'impact avec le recul. 1989 avait constitué une nouvelle secousse mais le Nord semblait détenir la réponse : le libéralisme à tous crins et le florilège de recettes connus sous le nom de TINA (*There is no alternative*) rendu célèbre par le couple reagano-thatchérien. En 2008, ni les recettes libérales, ni les recettes institutionnalistes ne semblent fonctionner. Elles ont en vérité, totalement échoué et le Nord donne l'impression d'être désemparé, au point que

son salut ne semble dépendre que des pays émergents qui hier constituaient le groupe de ceux que Frantz Fanon appelait « les damnés de la terre ».

Cette impression n'est sans doute pas tout à fait conforme à la réalité, ne serait-ce que parce que le Nord n'est pas homogène. En dépit des grandes difficultés financières, économiques et politiques qu'elle rencontre et en dépit des incertitudes encore plus grandes quant à son avenir, l'Europe reste la première économie du monde devant les États-Unis et la Chine. De plus, alors que l'intelligentsia américaine paraît à court d'idées innovantes face à la débâcle de l'idéologie néolibérale dominante depuis trois ou quatre décennies, en Europe les fondements mêmes de la théorie économique, inchangés depuis le temps des pères fondateurs, sont aujourd'hui remis en question. On fera remarquer, enfin, qu'il ne faut certainement pas compter sur les États-Unis, au moins à moyen terme, pour mettre en œuvre un système qui s'éloignerait du néo-libéralisme étant donné l'imbrication entre pouvoir politique et pouvoir financier.

Mais, à bien y réfléchir, ce qui importe c'est que ce sentiment d'un Nord homogène prévaut au sein des masses populaires mais aussi dans l'Afrique des palais, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Cette unanimité est assez rare pour mériter d'être signalée.

Le recul du Nord, comme puissance, dans l'imaginaire africain est-il provisoire, passager, ou est-ce qu'un point de non-retour a été atteint ? Difficile à dire pour le moment, mais ce qui est certain, c'est qu'il constitue un élément qu'on ne saurait passer sous silence quand on s'interroge, comme ici, sur les avenir possibles.

Quels sont les avenir possibles ?

Répondre à cette question n'a jamais été un exercice facile en raison du nombre croissant de facteurs qui concourent à façonner l'avenir, de leurs caractères de plus en plus enchevêtrés, et de moins en moins limités à l'environnement immédiat. L'année 2011, avec « le Printemps arabe » déjà mentionné, l'accident de Fukushima et la crise de l'Euro, fournit une belle illustration de ce que le contexte international dans lequel est plongée l'Afrique n'a probablement jamais été aussi incertain. La réflexion sur le futur s'en trouve à la fois plus nécessaire et plus difficile qu'elle ne l'a jamais été.

Ces réserves étant signalées, constatons d'abord qu'un réarrimage pur et simple de l'Afrique à l'Occident n'est plus à l'ordre du jour, pour trois raisons au moins :

Il est peut-être trop tôt pour affirmer que rien ne sera plus comme avant dans les relations entre les deux continents, mais ce qui est certain, c'est que leurs rapports ne peuvent pas manquer de changer

Le Nord n'a plus les moyens d'une politique impériale et l'effondrement du capitalisme financier mondial pourrait bien être le signe précurseur d'une crise plus profonde qu'on ne l'imagine.

L'offre d'arrimage/collaboration s'est diversifiée par rapport à la situation qui prévalait il y a vingt ans et l'on imagine mal les Africains ne pas chercher à tirer parti de cette diversification en renégociant leurs rapports avec les anciennes métropoles. Un exemple frappant, à cet égard, est qu'en 2011 le commerce de la zone CFA avec la Chine est devenu supérieur à celui avec la France en dépit de leur lien monétaire étroit.

Un renouvellement générationnel s'est opéré en Afrique et les élites africaines actuelles, nées après les indépendances acquises dans les années 1960, ont moins ce besoin d'Europe et d'Amérique que leurs aînés.

Ce scénario d'un réarrimage pur et simple étant exclu, quelles sont les options possibles ?

Le scénario *Ke nako*

Titre de la bande-son de la Coupe du monde de football organisée par l'Afrique du Sud en 2010, *Ke nako* signifie en Setswana et en Sesotho que le temps est arrivé. « *It's time for Africa* ». Il s'agit pour les pays africains, dans ce scénario, de se donner les moyens de rejoindre le groupe jusqu'ici restreint des pays émergents. Pour le moment, sur le continent, seule l'Afrique du Sud semble y être parvenue : depuis 2011, elle a rejoint les BRIC avec le parrainage de la Chine. Même si certains

Son admission dans le club du G20 peut avoir été dictée davantage par des calculs politiques que par ses performances économiques, elle fait cependant figure d'exception encourageante

n'ont pas manqué de s'interroger sur l'objectivité d'une telle décision, au motif que son produit intérieur brut (PIB) et son taux de croissance économique sont inférieurs à ceux d'autres pays émergents comme l'Indonésie ou l'Argentine. On peut aussi ajouter que sa population est inférieure à celle de la Thaïlande ou de l'Iran, que ses exportations sont

inférieures à celles de la Malaisie ou de la Turquie, et que les taux de chômage y sont parmi les plus élevés au monde. Pourtant l'Afrique du Sud est bien considérée comme un pays émergent, elle se déclare tel et elle est traitée comme tel par la communauté internationale. Son admission dans le club du G20 peut avoir été dictée davantage par des calculs politiques que par ses performances économiques, elle fait cependant figure d'exception encourageante.

D'autres pays africains considérés comme performants, bien classés dans le « *Doing Business* » de la Banque mondiale (Botswana, Maurice...) la rejoindront-

ils ? Ce n'est pas impossible mais ce n'est pas acquis d'avance. *Quid* des pays comme le Nigeria, l'Angola ou, au Nord, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte ? Leurs chances ne sont pas nulles mais ces pays sont des géants aux pieds d'argile pour les deux premiers cités, en raison notamment de la corruption et du syndrome hollandais¹, ou ont été, pour les autres, fragilisés par les secousses politiques du « Printemps arabe » et, de ce fait, sont plus préoccupés aujourd'hui par la recherche de la stabilité politique que par le positionnement compétitif sur l'échiquier économique mondial. Le scénario *Ke nako* ne leur est donc pas fermé mais il sera sans doute plus long à se mettre ou se remettre en place.

En tout état de cause, si ce scénario est plausible, il l'est seulement pour un petit nombre de pays. En effet, les autres pays africains font pour l'essentiel partie des pays les moins avancés (PMA) et sont plombés tout autant par leurs faibles capacités d'innovation que par le caractère rentier de leurs économies. S'ajoute à cela la perte de confiance en l'avenir, ou l'idée que celui-ci est ailleurs, un ailleurs que cherchent à atteindre nombre de jeunes migrants africains, souvent au prix de leur vie ou pour une existence misérable.

Le scénario de la diversification

« La seconde ruée vers l'Afrique », dans laquelle nous nous trouvons, vaut à ce continent les yeux doux des pays émergents. De cet intérêt témoignent les investissements directs étrangers (IDE) en provenance des pays émergents, mais aussi les dons, notamment en provenance de Chine. Emblématique est, à cet égard, la construction du siège de la Commission de l'Union africaine (UA) par cette dernière à Addis-Abeba en Éthiopie grâce à un don de 200 millions de dollars. Des mécanismes sont déjà en place pour institutionnaliser, favoriser et accroître la coopération avec certains pays émergents : la Chine, le Brésil, l'Inde, la Corée du Sud... Ils pourraient se multiplier à l'avenir et leur permettre de jouer un rôle de premier plan, de concurrencer, voire de supplanter, dans certains pays africains les anciennes puissances coloniales et industrialisées.

Cette compétition pourrait, en théorie, profiter aux pays africains qui avaient perdu de leur intérêt stratégique après la fin de la Guerre froide. Conflit qui avait été une source de rente politique et militaire pour nombre de pays dont la Somalie

Les pays africains, en particulier ceux qui disposent de ressources minières et pétrolières, regagnent un intérêt stratégique précisément à cause de cette concurrence entre anciens et nouveaux partenaires à la faveur de la « seconde ruée »

1. Terme qui définit un phénomène économique qui relie exploitation de ressources naturelles et déclin de l'industrie manufacturière locale.

de Siad Barre et le Zaïre de Mobutu. Les pays africains, en particulier ceux qui disposent de ressources minières et pétrolières, regagnent un intérêt stratégique précisément à cause de cette concurrence entre anciens et nouveaux partenaires à la faveur de la « seconde ruée ».

Malheureusement, cette diversification des partenaires n'est pas sans risque. Celui d'un ré-endettement des pays africains apparaît le plus important, après que beaucoup d'entre eux ont vu leur dette renégociée ou effacée (cela avait été le cas de l'Ouganda après 2000 et de l'Éthiopie après 2004). En tout état de cause, cette « seconde ruée » ne donnera que des résultats limités si elle ne s'accompagne pas d'une diversification des économies africaines et d'une transformation structurelle de ces dernières. Faute de quoi, le risque est que cette ruée ne constitue qu'une bouffée d'oxygène momentanée, crée un apport d'argent

Le capitalisme reste ce qu'il est par essence : un mode de production qui ne fonctionne qu'en générant des disparités, des inégalités, des asymétries

frais et perpétue la spécialisation des pays africains dans la fourniture de matières premières et la consolidation d'économies rentières.

L'Afrique aurait certes élargi son cercle d'amis et de partenaires, mais la dépendance n'aurait pas changé fondamentalement car, qu'il soit brésilien, chinois, indien ou coréen, qu'il

soit français, anglais ou américain, le capitalisme reste ce qu'il est par essence : un mode de production qui ne fonctionne qu'en générant des disparités, des inégalités, des asymétries. Or, même si le discours des pays émergents peut faire penser qu'ils sont anti-impérialistes, ce que l'histoire contemporaine nous enseigne, c'est que si l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, comme le soutenait Lénine (Nkrumah le dira du néo-colonialisme), l'on peut être anti-impérialiste sans être pour autant anticapitaliste.

Si la situation actuelle devait se traduire par un simple arrimage aux pays émergents, sans une mutation véritable des économies africaines vers plus de diversification pour la mise sur le marché mondial de produits plus élaborés, ayant une forte valeur ajoutée, l'Afrique sera encore passée à côté d'une occasion qui pourrait ne pas se reproduire de sitôt.

Une tentative d'émergence collective dans un schéma néolibéral d'intégration par les marchés

À l'heure actuelle il prévaut chez beaucoup d'experts le sentiment diffus que la crise économique qui sévit depuis 2008 a démontré la résilience de l'Afrique, en particulier sa partie dite sub-saharienne. Des institutions multilatérales comme la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des

Nations unies pour l'Afrique, viennent par leurs recherches et leurs analyses valider ce sentiment qu'il y aurait une exception africaine. Les taux de croissance économique enregistrés ces dernières années sont convoqués à cet effet : ils se situent autour de 5,1% en moyenne entre 2010 et 2011 et accèdent à l'idée que l'Afrique a été quelque peu épargnée par la crise.

Quand bien même il faut les prendre avec une pincée de sel, et noter que l'exception africaine n'est pas totale puisque sur certains aspects un recul est observable depuis 2008 par rapport aux performances des sept années précédentes, ces chiffres ne manquent pas d'être remarquables dans le contexte mondial dominé par la morosité ou la franche déprime. Nombreux sont en tout cas, au Nord comme au Sud, ceux qui y voient un signe encourageant d'une possibilité d'émergence, qui serait plus rapide si les efforts d'intégration régionale étaient plus soutenus. Une sorte de « Plan d'action de Lagos » ou de « Traité d'Abuja » mis à jour ne manque dès lors pas d'attirer.

La conviction est forte chez beaucoup de décideurs qu'en mutualisant leurs efforts, les pays peuvent améliorer leurs performances économiques de façon significative. Que l'on songe, par exemple, à la place de l'Afrique sur le marché mondial du pétrole et du gaz si, en lieu et place de la dispersion actuelle, des stratégies coordonnées d'exploration, d'exploitation et de commercialisation pouvaient être mises en place. Que l'on songe à l'impact que pourrait avoir sur le développement du continent la mise en place des trois institutions financières prévues dans le cadre de l'UA : la Banque centrale africaine, la Banque africaine d'investissement et le Fonds monétaire africain. Ces projets qui sont, certes, à des degrés inégaux de conceptualisation et de faisabilité pourraient, dans la *doxa* dominante, contribuer à consolider les avancées enregistrées sur le front économique, traduites par l'émergence ou l'expansion au cours de la dernière décennie d'une classe moyenne estimée aujourd'hui par la BAD à 313 millions de personnes, soit 34% de la population du continent.

En raison des possibilités significatives de progrès qui existeraient, jamais autant qu'aujourd'hui la mystique de l'intégration n'aura eu autant d'adeptes. Certaines initiatives lancées ou remises au goût du jour récemment, notamment la tentative de fusion COMESA/EAC/SADC¹, ou le projet de création d'une zone monétaire unique en Afrique de l'Ouest, procèdent de cette conviction. Elles devraient en particulier *booster* le commerce interafricain dont la progression est bien en deçà de ce qui est souhaitable et possible, comme l'ont encore souligné les chefs d'État de l'UA lors de leur dernier sommet en janvier 2012.

*Il se trouve qu'aujourd'hui
les victimes de la crise
ou les adeptes d'un autre
développement se trouvent
aussi au Nord*

1. Zone de libre-échange tripartite entre le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

Les pays africains seraient toutefois bien avisés de ne pas céder aux sirènes des prêcheurs néolibéraux et autres fondamentalistes de l'intégration par les marchés car, contrairement à ce que disent ces derniers, ce scénario d'intégration n'est pas celui qui a été suivi par les pays actuellement émergés, qui ont certes profité de l'ouverture des marchés des pays occidentaux, mais qui se sont bien gardés d'ouvrir totalement les leurs.

Un nouveau paradigme pourrait aussi voir le jour

Il serait celui d'un rejet, non de l'économie de marché, mais de la société de marché. Un nouvel État, plus stratège, serait un élément important de ce paradigme ; mais tout aussi essentielle sera la mobilisation des peuples autour d'un projet alternatif, adossé à un modèle de croissance qui ne soit pas générateur de renforcement des inégalités. Ce modèle n'a de sens, et de chances de se réaliser, que s'il est pris en charge par les populations du Sud, ainsi que celles du Nord, victimes de la crise ou adeptes d'un autre développement. En d'autres termes, si l'Afrique essaie seule d'imposer un paradigme alternatif, ses chances de

Dans ce nouveau paradigme, le monde serait organisé par grandes zones qui, sans être tout à fait homogènes, verraient les énormes disparités actuelles se réduire

succès sont minimes. Si elle le fait avec d'autres, alors les possibilités de succès s'élargissent singulièrement.

Il se trouve qu'aujourd'hui les victimes de la crise ou les adeptes d'un autre développement se trouvent aussi au Nord. Les nouveaux pauvres, les *working poors*, le mouvement des occupations, les grèves de plus en plus

dures, les changements de majorités politiques prématurés, l'écho rencontré par les appels à l'« indignation »¹ sont autant de manifestations de l'impact négatif de la crise. Dès lors que « les damnés de la terre » ne sont plus une exclusivité du Sud, encore moins de l'Afrique, une alliance de classes internationales est non seulement théoriquement pensable mais peut être pratiquement réalisable. Les appels à un nouveau Bandoeng, qui faisaient florès dans les années 1990, ont peut-être aujourd'hui des chances de rencontrer un accueil plus favorable qu'alors. Si tel devait être le cas, il ne s'agirait pas simplement d'un Bandoeng des États mais d'une alliance des peuples et groupes sociaux victimes de la mondialisation capitaliste.

Dans ce nouveau paradigme, le monde serait organisé par grandes zones qui, sans être tout à fait homogènes, verraient les énormes disparités actuelles se réduire. Dans ce schéma qui est de plus en plus évoqué, et dans lequel l'Afrique ne

1. Stéphane Hessel, *Indignez-vous*, Paris, Indigène, 2010, 32 p.

manquerait pas d'atouts, un protectionnisme raisonné en fonction des intérêts de chaque zone serait probablement une formule à considérer pour les décennies à venir, en attendant que le monde soit devenu plus homogène.

Évidemment les possibilités de concrétisation de ces scénarios seront plus ou moins grandes, en fonction de l'appartenance des pays aux différentes catégories que l'on peut identifier sur le continent.

Un point de passage obligé : la décolonisation des savoirs

Quelles que soient les chances de réalisation de ces scénarios, d'ores et déjà un fait semble certain : c'est qu'avec la « crise » les tenants de la ligne des « solutions africaines aux problèmes africains », comme l'ancien président Sud-africain Thabo Mbeki durant son mandat de président de l'UA, retrouvent une certaine légitimité. Pour eux, un espace de réflexion et d'action s'ouvre, confirmant l'idée bien ancrée désormais selon laquelle une crise est souvent tout autant porteuse de menaces que d'opportunités. Le droit à l'impertinence, voire à ce que j'ai appelé l'insurrection intellectuelle, est proclamé de plus en plus fort et nombreux.

Maintenant que le droit à la rupture paradigmatique est consacré, parce que fondé sur les échecs des modèles dominants de gestion de la crise, conventionnels, orthodoxes ou pas, la question qui se pose est celle de savoir :

– Quelle(s) lecture(s) peut-on faire de la crise actuelle ? Sur ce point, malheureusement, les voix africaines sont inexistantes ou à peine audibles. Si quelques chercheurs africains ont travaillé sur l'impact de la crise sur le continent, il en est peu qui aient offert une lecture solide de son sens et de sa signification. Samir Amin est une exception notable dans ce domaine. Tout se passe comme si les chercheurs et instituts de recherche africains s'interdisaient de réfléchir ou de partager leurs points de vue sur cette question, oubliant le bon vieux précepte selon lequel rien de ce qui est humain ne devrait nous être étranger.

– Quelles sont les connaissances dont les décideurs ont besoin pour formuler des politiques alternatives à celles conventionnelles dont les échecs sont patents ?

– Qui va produire ces connaissances ?

– Comment s'assurer que ces connaissances atteindront les décideurs ?

– Quelle possibilité y a-t-il de garantir l'indépendance des producteurs de savoirs, comme les universités, pour qu'ils génèrent des connaissances objectives ?

– Que faire pour s'assurer que ces connaissances objectives recevront la diffusion appropriée ?

Comme en filigrane, derrière ces interrogations articulées par Thabo Mbeki lors d'une conférence qu'il a prononcée à l'université de Stellenbosch (Afrique du Sud) en janvier 2012, se profile la problématique de la démocratisation du savoir

dans une ère de mondialisation dans laquelle ce dernier joue un rôle croissant. C'est une problématique fondamentale, un enjeu majeur en raison de la tendance marquée, effrayante à bien des égards, à la concentration entre les mains d'une minorité des moyens qui permettent de déterminer ce que la société devrait savoir et ce qu'est une connaissance objective.

La crise sera salutaire si elle permet aux Africains de repenser le savoir et le rapport au savoir (sa production, sa diffusion, ses vecteurs, ses référents axiologiques...), si elle permet de se débarrasser de la hiérarchie des systèmes de connaissance, toxique au plus haut point, et de substituer à la forme pyramide actuelle qu'elle revêt celle d'un cercle où le dialogue, l'exploration, la réciprocité et l'empathie régiront les rapports entre des systèmes différents. La crise sera salutaire si les Africains travaillent à faire en sorte que, en lieu et place des pensées uniques, y compris celles dites alternatives, « cent fleurs éclosent, cent écoles de pensée rivalisent » et qu'au cœur de l'économie l'on trouve la gestion non plus de la rareté, mais de l'abondance. ■